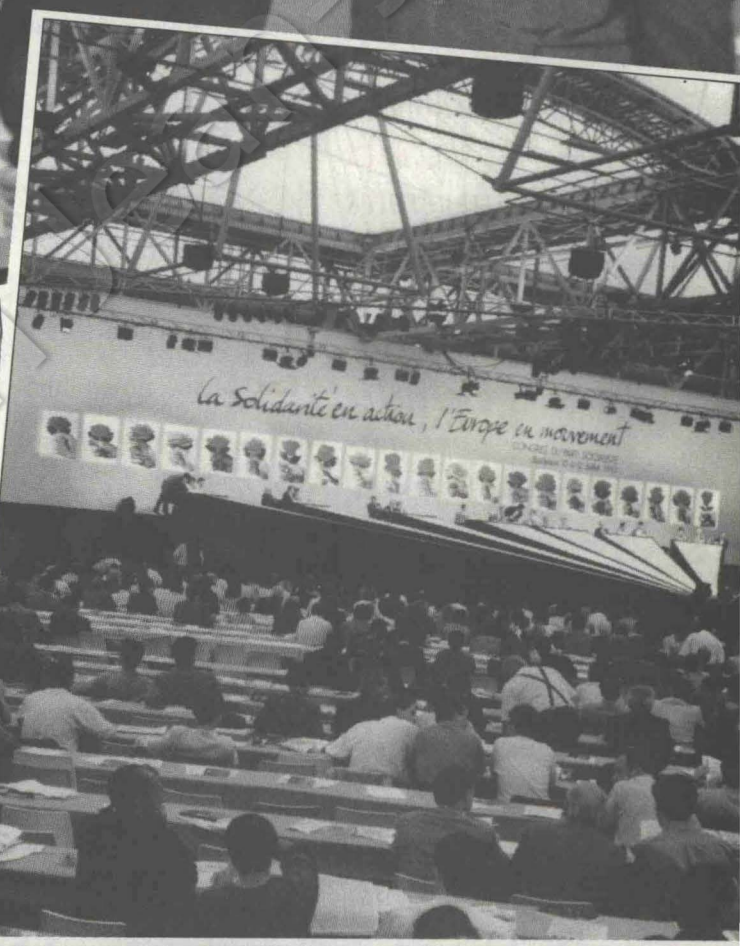
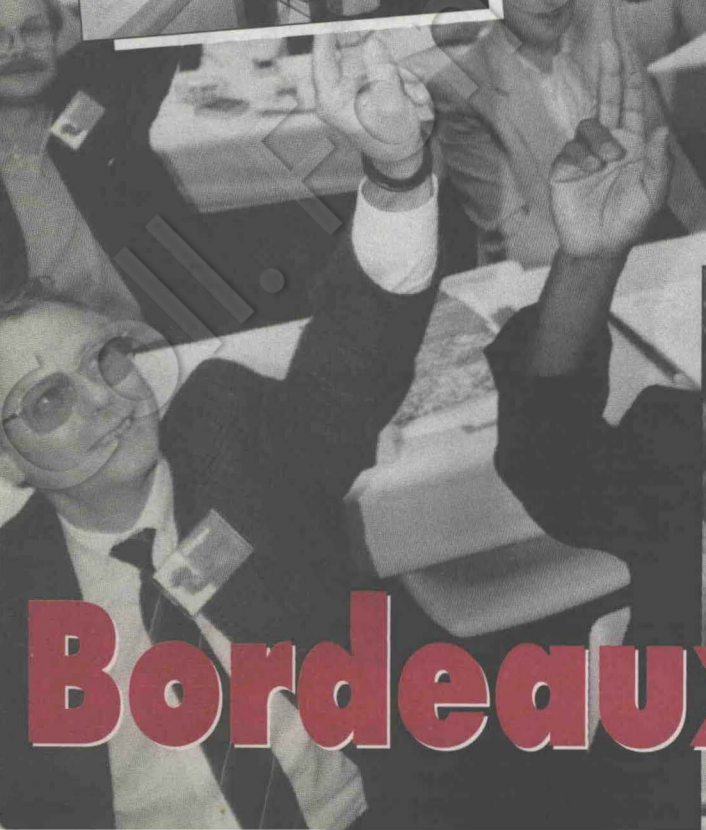
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi











ISSN 0995-0583

Bordeaux : 2e jour

fondation-jaures

PREMIERE JOURNEE DU CONGRES DE BORDEAUX (SUITE)

Nous revenons sur les derniers orateurs de vendredi, avant de donner des extraits de la tribune du samedi. Dans la suite du congrès extraordinaire se sont succédés analyses générales et commentaires spécifiques, tribuns et militants, devant une assemblée vivante et chaleureuse.

Georges Garrot

Le secrétaire national à l'agriculture s'est félicité de la réforme de la PAC, "même si elle doit encore être amendée pour sortir du travers pervers de la précédente selon lequel la majorité des aides publiques étaient accaparées par la minorité des agriculteurs les plus productifs..."

Kheira Ben Badra

La banlieue est malade, avertit cette élue de la banlieue parisienne. Malade notamment de son manque de logements. Et de proposer au Parti un thème social mobilisateur : "Un toit pour tous".

Sylvie Perrot

Cette élue de Haute-Vienne commence par remercier "Vendredi" d'avoir permis aux militants de recevoir dans les délais le texte du programme. Un texte clair et court, même s'il n'a pas tout prévu. "Que ceux qui le dénigrent mettent autant de zèle à faire des propositions." Nous ne sommes pas des militants fatigués, assure-t-elle. "Je ne crois pas aux vertus des cures d'opposition. "

Alain Richard

Contre un certain scepticisme ambiant, Alain Richard prône une remise en lumière du clivage droite-gauche, "ce qui ne signifie pas un refus de tout élargissement vers les centristes de progrès ou les hommes d'ouverture." "Si nous nous calfeutrons dans une attitude défensive, si nous nous bornons à reprendre l'ancien slogan "au secours, la droite revient", si nous présentons comme un idéal la défense de tous les acquis et le train-train d'une France sans histoire, non seulement nous éloignerons ceux qui veulent faire bouger les choses, mais nous risquerons de donner une crédibilité à la droite qui prétend incarner contre nous l'esprit de réforme."
Pour le maire de Saint-Ouen-l'Aumone (95), il y a trois priorités : aller plus loin dans la modernisation de notre système de solidarité sociale, s'engager dans une responsabilisation plus exigeante des partenaires du système éducatif, faire en sorte que les salariés bénéficient davantage des fruits de la réussite collective.
En bref, de l'audace : "Si on croit toujours pouvoir passer en douceur, transiger, on arrive à ce que ce ne soit jamais le moment pour réformer et à constater après coup que ça n'a jamais été le moment."



Louis Mermaz

C'est un véritable hymne à l'Europe qu'a entonné le ministre de l'Agriculture : "La République française se donne, par la construction de l'Europe, les moyens d'exister fortement face au reste du monde. L'indépendance de la Communauté et, demain, du continent européen tout entier, fonderont l'indépendance de notre pays."

Michel Françaix

Le député de l'Oise analyse le rôle déterminant de la communication aujourd'hui : "On n'a jamais autant communiqué, on ne s'est jamais aussi peu parlé. Je n'accepterai jamais que les nouvelles mesures de la télévision ne soient plus de former des citoyens, mais uniquement des acheteurs."

Ahmed Gayet

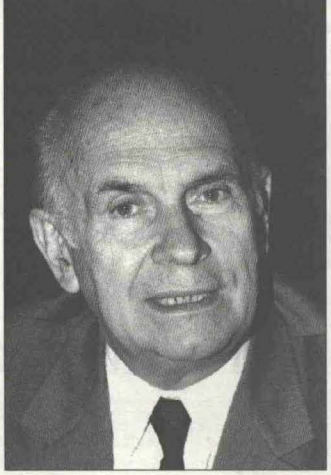
Il exhorte les socialistes "à prendre à bras le corps la question des cités". Revenant sur le référendum d'Hautmont, "référendum du non-dit, de la haine et de la honte", il a souligné que "l'avenir de nos valeurs passe par les cités".

Kofi Yamgnane

Le secrétaire d'Etat à l'Intégration énumère les reproches adressés aux socialistes. "Mais il est tout de même paradoxal que l'Etat soit montré du doigt lorsqu'il s'agit du chômage et les entreprises célébrées quand il s'agit de créations d'emploi !" Quand nous dénonçons les intégrismes d'Orient, n'oublions pas non plus de dénoncer les intégrismes de Vendée.

Gilles Martinet

Que se passerait-il si la France disait non au référendum sur le traité de Maastricht ? Là est la question



essentielle, selon Gilles Martinet. Tout ne resterait pas comme avant. Au couple franco-allemand risquerait de se substituer un tandem anglo-allemand pouvant conduire à l'ultralibéralisme. "Le geste de François Mitterrand à Sarajevo n'est pas seulement un beau geste, c'est un geste qui entraînait les autres."

Jean-Marie Le Guen

Face aux très prochaines échéances électorales, l'urgence, assure le député de Paris, est de regagner la confiance des Français, en faisant preuve d'humilité sur notre bilan, en prenant clairement le parti de la démocratie face à la dérive technocratique que subissent plus que d'autres les élus. En retrouvant, enfin, le chemin d'un imaginaire social qui réponde notamment aux défis de la vie dans la ville.

Joëlle Dusseau

La conseillère générale de la Gironde insiste sur le maintien de l'emploi féminin en période de crise : "un fait capital". Mais déplore "sa présence massive dans des métiers sous qualifiés, sous payés."
Lieu fondamental pour faire bouger les choses, l'école doit cesser d'orienter les filles vers un petit nombre de métiers, secrétariat, paramédical, couture, et leur ouvrir la voie des filières qui montent, celles des bacs scientifiques, techniques et professionnels.

Thierry Mandon

La lutte contre le chômage doit être la première de nos priorités, affirme avec force le député de l'Essonne, très critique à l'égard de "nos entreprises championnes du monde de la compression des coûts et les plus timorées dans la conquête des marchés étrangers et l'effort de recherche. Trop souvent, elles préfèrent les machines aux hommes, acheter une nouvelle machine plutôt que de chercher à valoriser leurs ressources humaines et à développer leurs politiques de formation." Remède : "que, comme cela a été fait avec la CSG, l'on fasse peser beaucoup plus qu'aujourd'hui sur le capital et les machines le coût de la protection sociale."

Claude Evin

Abordant la question des relations des socialistes avec les citoyens, il constate : "La reconquête de l'opinion passe d'abord par une attitude différente de notre part dans notre relation avec elle. L'un des messages de notre congrès devrait être de dire aux Français que nous avons pris conscience de ce qu'ils nous reprochent et je résumerai le souci que je veux exprimer en un mot : retrouver la proximité." L'ancien ministre des Affaires sociales a ensuite traité de la politique sociale : "Une politique sociale de gauche ne peut se résumer à toujours plus, a-t-il affirmé.

"Retrouver la proximité"

Aujourd'hui, c'est l'exclusion qui est la question centrale de notre société, c'est l'exclusion qui doit déterminer nos choix politiques. Nous allons vers un monde où il n'y aura pas de travail pour tous, il faut donc imaginer des réponses qui ne renvoient pas à des solutions mythiques ou à des jours meilleurs."

LE PROGRAMME ADOPTE A 85,30%

Rapport de la commission de vérification des votes sur le programme

Comme pour les statuts, la commission vérifiera elle-même la régularité des opérations de vote dans la fédération de l'Essonne.

Les résultats de la Somme et du Var n'ont pas été validés.

Les votes des fédérations sur le programme et la stratégie du Parti sont les suivants :
- *54.967 votants*
- *49.529 exprimés*
- *42.250 votes pour le texte du comité directeur, soit 85,30%*
- *3.597 votes pour le texte "La Belle Alliance", soit 7,26%*
- *3.682 votes contre les deux textes, soit 7,43%*
- *3.836 abstentions*
- *1.480 refus de vote*
- *122 votes blancs*

Le rapport de la commission a été adopté à l'unanimité moins un refus de vote et une abstention.

DEUXIEME JOURNEE DU CONGRES DE BORDEAUX

programme et alliances

Elisabeth Guigou

L'élue régionale de Provence concentre son intervention sur la défense du traité d'union européenne : "C'est comme cela qu'il faut le nommer, parce que ce nom dit très bien ce que veut faire ce traité : l'union politique, l'union pour les Européens. Depuis quelques mois, grâce à ce traité, l'Europe est au centre de notre vie politique. Son premier mérite est d'avoir secoué l'indifférence et l'ignorance dans lesquelles a évolué la question européenne."
Le ministre des Affaires européennes a mis en garde contre "les fantasmes ou les erreurs" sur lesquels s'appuient les adversaires du traité : "Cette caricature-là n'existe que dans l'esprit de ceux qui ne veulent pas d'Europe du tout. C'est un message positif qu'il faut faire passer.



Il faut plus d'Europe pour aider ces peuples qui se déchirent depuis des siècles. L'union européenne, c'est plus de solidarité avec les pays les plus pauvres, plus de fermeté à l'égard des pays riches. Le traité est fait pour les citoyens, il veut faire une Europe concrète, plus humaine, qui en appelle autant au cœur qu'à l'esprit."

Message de François Mitterrand au congrès

"NOTRE PAYS A BESOIN DE VOUS"

"Chers amis,
à l'heure
où votre congrès
vous rassemble à Bordeaux,
je viens vous redire
l'attachement
qui me lie à vous,
comme à votre démarche.
Aujourd'hui,
il s'agit de poursuivre,
malgré les difficultés
qui s'attachent à toute action
politique, l'œuvre entreprise
de moderniser l'Etat,
d'étendre le champ
des libertés, d'assurer
à chacun son droit
dans le respect des autres.
Il s'agit, comme toujours,
de préserver la paix,
mais aussi de la rétablir.
Il s'agit de donner à l'Europe
les moyens et la force
qui lui permettront
de répondre à ce que
nous attendons d'elle.
Pour croire à l'Europe,
il faut croire à la France.
Nous ne sommes pas de ceux
qui doutent de la patrie.
Soyez fidèles, soyez solidaires,
soyez déterminés à gagner
les combats démocratiques
qui vous attendent.
Retrouvez les chemins
de l'espérance,
faites-vous entendre,
faites-vous comprendre.
Vous le pouvez
si vous le voulez.
Notre pays a besoin de vous,
de votre conviction,
de votre ardeur, de vos projets.
Recevez mes amicales pensées.

FRANÇOIS MITTERRAND
lu par Nicole Pery *(photo ci-contre).*

Yvette Roudy

Samedi matin, la séance s'ouvre avec l'intervention d'Yvette Roudy. Elle demande qu'en matière de flexibilité du travail, des compensations de trois ordres soient accordées : réduction du temps de travail, formation et avantages financiers. Elle déplore que la situation des femmes ne s'améliore pas au sein du PS et plaide pour l'abrogation dans le Code pénal du passage qui stipule que "toute femme, commettant un avortement sur elle-même, sera passible de prison et à verser une somme d'argent importante."

"Notre programme doit trouver le ton juste : ni rupture avec ce que nous avons fait, ni oubli de ce qu'on attend de nous. Ni fuite en avant, ni enlisement gestionnaire. Bref, culture de gouvernement et stratégie de réforme. (...) A titre personnel, je souhaite que notre congrès se traduise par le renforcement de certaines de nos propositions. (...) Notre contrat-programme est un outil pour faire vivre une culture de délibération dans notre pays et faire revivre une culture militante dans notre Parti. Dans cette perspective, trois tâches nous incombent désormais : nous devons populariser le programme, faire vivre la méthode du contrat, faire triompher la volonté de vaincre."

Michel Charzat

Michel Charzat, secrétaire national au programme, présente le travail du Parti en analysant les cinq engagements et les cinq repères du contrat-programme. Il affirme :

Jean-Luc Mélenchon

Difficile, assure l'un des représentants de la "Belle Alliance" de contester un texte approuvé à 80%. Mais il s'oppose à un programme "qui biaise avec la réduction du temps de travail... Le temps partiel, rarement



choisi, plus souvent imposé, n'est qu'un élément de productivité dans les mains du patronat." Le Parti ne pourra pas convaincre, estime encore Jean-Luc Mélenchon, avec un programme où il n'y a plus aucune allusion à la réforme fiscale, où il n'est pas dit comment Maastricht peut être de gauche et affirmé clairement que les socialistes sont des fédéralistes.
Sur la stratégie, si Jean-Luc Mélenchon est satisfait que le texte majoritaire tende la main aux écologistes et fasse le point de nos convergences et divergences avec eux, il s'inquiète d'un revirement spectaculaire : "Nos alliés de fait, avec qui nous dirigeons la plupart des communes, ont presque disparu..."
Notre légimité n'est pas dans le pouvoir que nous exerçons, ni même dans ce Parti, conclut le sénateur de l'Essone, mais dans la mission que l'histoire nous confie : changer ce monde, en organisant la fusion de la question sociale et de la question du patrimoine commun de l'humanité.

Jean Poperen

Je suis en profond accord avec notre contrat de législature, entame Jean Poperen avant de souligner l'importance des échéances à venir. Maastricht d'abord : "Il faut

POUR UNE AUTRE RECOMPOSITION

que le oui l'emporte largement", souligne l'ancien ministre des Relations avec le Parlement. Second impératif, et il lance là un cri d'alarme : "Contrairement à ce que nous avons toujours cru, l'amélioration de notre productivité entraîne un accroissement du chômage. Nous ne pourrons pas, dans les années à venir, ne pas avoir en ligne de mire une redistribution du temps de travail structurellement indispensable pour faire reculer le chômage." Et Jean Poperen de réaffirmer la nécessité d'une "politique de contrat social".
Sur la question de la recomposition, le maire de Meyzieux s'inscrit en faux contre l'appel de certains à de nouveaux clivages où centristes et socialistes seraient dans le même camp. Il récuse "toute alliance avec la droite ou une partie de la droite". A cet égard, il reproche au gouvernement ses reculs récents sur la maîtrise des dépenses de santé et la taxe départementale, trop conformes aux souhaits d'un certain centre. A l'opposé, il appelle de ses vœux une "autre recomposition, de l'extrême gauche à l'extrême centre". Nous n'aurons pas le rassemblement dont nous avons besoin si nous n'engageons pas un grand travail de terrain en direction de toutes les forces de mouvement, aujourd'hui éparpillées. Nous devons redevenir un parti d'initiatives et d'action. Il n'est pas trop tard."



Isabel Allende

La fille de l'ancien président témoigne : "J'arrive du Chili, un pays lointain. Cependant, j'ai l'impression que les questions essentielles qui préoccupent les socialistes français sont les mêmes que celles des femmes et des hommes du Chili. Le système international issu de la fin de la guerre froide introduit dans sa dimension politique et économique une restructuration du monde dans laquelle la définition du projet socialiste se trouve confrontée à des défis, mais aussi à des possibilités de renouvellement...
Nous sommes préoccupés par la tendance à la constitution de blocs de pays riches, ouverts seulement à la compétition commerciale entre eux, mais fermés à l'urgence du développement des pays plus pauvres. De fait, on dirait que la sensibilité face à la pauvreté et l'injustice, que vivent les nations de moindre développement, recule nettement dans le monde actuel, dont les dirigeants ne montrent pas tous le courage d'un président Mitterrand à Sarajevo."

WILLY CLAES,
PRESIDENT DE L'UPSCE :
"AVANCER ENSEMBLE VERS L'EUROPE SOCIALISTE"



Le vice-premier ministre de Belgique, membre du Parti socialiste flamand, a été élu à l'unanimité président de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne par son bureau, réuni à Bordeaux, le 11 juillet. De nombreuses délégations ont rejoint notre congrès, comme celle du Parti social-démocrate congolais (RDPS).

Pourquoi avoir accepté cette responsabilité ?

WILLY CLAES. *Je suis aussi ministre des Affaires étrangères de Belgique et je n'avais pas l'intention de poser ma candidature. Mais des circonstances particulières à l'Union, que je connais depuis longtemps, m'ont conduit à accepter avec enthousiasme sa présidence, quand mes amis me l'ont demandé. Je pense que l'avenir des socialistes se trouve en Europe. Pas n'importe laquelle : si nous pensons tous qu'avec le traité de Maastricht, nous avons fait un pas en avant considérable (politique et économique), il faut avoir le courage d'affronter son déficit démocratique et l'insuffisance de sa dimension sociale. Pour peser, il faut une démarche volontariste et collective. Je suis convaincu que les partis socialistes de la Communauté ne peuvent agir qu'unis. Il faut donc se rassembler au-delà des frontières pour mettre l'Europe en mouvement.*

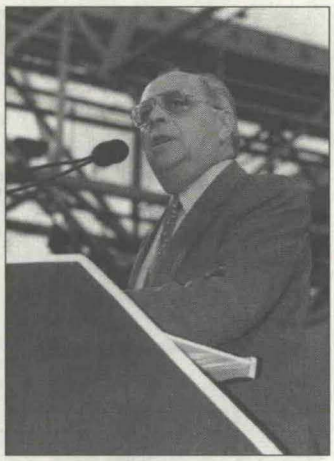
Comment renforcer cette action commune ?

Les dirigeants socialistes doivent, à l'occasion de chaque sommet, préparer un ordre du jour précis, y prendre des décisions et les mettre en œuvre. Il est indispensable que les contacts se développent et se renforcent au niveau le plus élevé des chefs des parti et des ministres concernés par les questions traitées. Les socialistes français pourront, j'en suis sûr, jouer un rôle capital. Même si le thème en est encore contesté, je souhaite avancer vers la constitution d'un parti socialiste européen, car le traité de Maastricht prévoit l'existence de partis politiques européens. Ne ratons le coche.

Pierre Bérégovoy

Le premier ministre demande aux socialistes que leur regard se porte au-delà des élections et constate : "Pour l'emporter, il va falloir d'abord nous unir, il va falloir aussi élargir notre camp." Evoquant les bouleversements du monde, l'Europe "facteur d'équilibre", la lutte contre l'exclusion, il en vient à l'action gouvernementale : "Réformer n'est pas facile. A l'avenir, les vraies lignes de partage sépareront les démocrates et les démagogues. Ceux qui sont "contre" s'expriment, ceux qui sont "pour" se taisent. Mais réformer, tranquillement, est nécessaire, pour la France et les Français. Je ne plaide pas pour la décision d'autorité, imposée du sommet, à la hussarde. Comme Michel Rocard, je crois qu'aujourd'hui plus qu'hier, il faut écouter, expliquer, dialoguer, négocier, évaluer, corriger. Nous avons montré notre souci de fermeté, mais aussi de dialogue sans exclusive. (...) Il faut écouter, mais il faut aussi avoir le courage de dire la vérité, et la volonté de faire ce qui est bon pour le pays." Après avoir réaffirmé son soutien à Henri Emmanuelli, Pierre Bérégovoy conclut sur le thème du renouveau : "Nous avons deux échéances importantes. Le référendum sur le traité d'union européenne et les législatives. Dans ces batailles, je serai parmi vous, là où le gouvernement doit être, sans se substituer au Parti, mais en assumant totalement ses responsabilités. Capables de nous rénover, nous serons

> **"QUE LE RASSEMBLEMENT SE FASSE DANS LA CLARTE DES ENGAGEMENTS"**



à même de prendre la tête de ce combat. Ce congrès est une étape importante. Nous pouvons être fiers de notre bilan. (...) Nous avons un projet, nous avons un programme et ils sont bons. Nous aurons des alliés, j'en suis sûr. Je souhaite le plus large rassemblement possible à une seule condition : que ce rassemblement se fasse dans la clarté des engagements. C'est un contrat de confiance entre nous et avec d'autres, entre le pays et nous, qu'il nous faut proposer au pays."

Jean-Christophe Cambadélis

Nous vivons dans le désordre des nations, constate le député du XIXe arrondissement de Paris, prenant pour exemple la montée des nationalismes : "On pense spontanément à l'Est, au Sud, mais comment ne pas être frappé, aux Etats-Unis, par la montée d'un Ross Perot, sorte de mariage entre Le Pen et de Villiers ?" Et de pointer le doigt sur "la fin des années libérales" où tous les systèmes de régulation sociale sont en train de sauter.

"Nous sommes à la veille de la recomposition de la gauche sur de nouvelles bases. En France, l'alternance des années 80 n'a pas permis l'alternative... Mais de nouvelles demandes d'offres politiques apparaissent. Parmi elles, celle d'une action locale, d'une action spécialisée, et d'autres qui touchent à l'environnement, au cadre de vie... La demande sociale d'une nouvelle gauche n'a pas encore trouvé d'offre politique satisfaisante." La perspective à offrir est celle d'une gauche européenne à préférence sociale.

Laurence Rossignol

J'espère que nous ne sommes pas ensemble pour dire que nous sommes satisfaits, annonce cette signataire de la "Belle Alliance". "Les Français ont le sentiment d'être mal compris, mal représentés. Pour les en dissuader, parlons ici de la vie, de la réalité... Parlons par exemple du conflit des routiers... Les routiers ont dit : "On ne fait pas le poids" et les Français se sont identifiés à eux parce que, eux aussi, ont le sentiment de ne pas faire le poids, par exemple face au chômage... Cela revient à une mise en cause du libéralisme. Nous gouvernons non pour gérer ce système mais pour le transformer. Nous ne devons pas promettre demain ce que nous n'avons pas fait hier. Mais nous devons avancer rapidement sur les 35 heures, les négociations sur les bas salaires, sur le contrat d'union civile..."

Jean-Claude Boulard

C'est à la fois comme secrétaire national aux Affaires sociales et comme député susceptible d'être inculpé qu'a voulu s'exprimer Jean-Claude Boulard. Sous la première casquette, il a demandé que les socialistes et le gouvernement améliorent la situation des personnes âgées dépendantes en présentant une loi dès septembre.

Porteur de la deuxième casquette, il a apprécié la large solidarité qui s'est exprimée à l'égard d'Henri Emmanuelli mais souhaite que les réactions de solidarité soient de même nature et de même force quand sont évoqués des noms plus modestes de militants : "C'est vital pour eux, au sens propre du terme..." Jean-Claude Boulard fait deux propositions : consolider le droit pénal sur l'extinction des poursuites en s'appuyant sur le principe qu'il n'est pas d'usage de poursuivre pour hier des actes autorisés aujourd'hui par la loi. Seconde proposition : donner une base juridique à la distinction entre l'enrichissement personnel et le financement des partis politiques, entre ceux qui ont failli et ceux qui ont aidé au financement de la démocratie.

> **"AMELIORER LA SITUATION DES PERSONNES AGEES DEPENDANTES"**

Christian Pierret

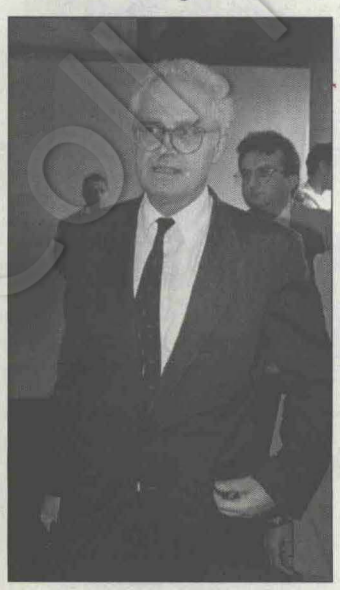
Le député des Vosges met en avant l'écodéveloppement : l'association économie-écologie est désormais un trait de notre identité. C'est certes un trait de rupture, dans la mesure où la préoccupation première du socialisme est le monde social, le monde de l'entreprise. C'est toutefois simultanément un trait de continuité, l'écodéveloppement se présentant comme la forme renouvelée de notre humanisme, puisqu'il vise, au fond, au bonheur des hommes. Un bonheur résultant pour partie des progrès socio-économiques, qui ne sont concevables dans la durée que s'ils préservent l'environnement.

Gérard Collomb

Il dénonce la campagne menée contre le Parti socialiste dans laquelle nous aurions tort de nous laisser enfermer... C'est sur le plan politique qu'il nous faut reprendre l'offensive... C'est pour des raisons politiques que nous voulons l'Europe. Nous pensons qu'il doit exister un grand dessein pour l'Europe culturelle. Il y a la possibilité de construire un modèle social-démocrate européen où la promotion individuelle puisse s'appuyer sur la protection sociale, en vue d'éviter l'exclusion, où la richesse de la pensée personnelle puisse contribuer à l'enrichissement d'une pensée collective, à vocation universelle, ouverte sur les autres cultures mais affirmant son originalité, soucieuse de promouvoir l'homme mais aussi de protéger la nature. C'est ce projet social-démocrate qu'il nous faut promouvoir à l'échelle de l'Europe.

Lionel Jospin

L'ancien ministre de l'Education nationale souligne que l'annonce d'une éventuelle inculpation d'Henri Emmanuelli, qu'il assure de sa solidarité, ne doit pas changer le "centre de gravité" du congrès. Il évoque l'avenir à court terme pour les socialistes et notamment les législatives : "Que pouvons-nous faire ? D'abord être solidaires du gouvernement et, dans la difficulté, se serrer les coudes. (...) Deuxième nécessité du court terme : mener la bataille du "oui" au référendum sur l'union européenne. On peut regretter telle ou telle disposition de ce traité. Mais il est là, il est un nouveau moment de la construction européenne, un cadre que nous pourrons remplir dans les années qui viennent.



> **UNE IDENTITE SOCIALISTE A REDEFINIR ET A AFFIRMER**

Je ne peux être d'accord avec Jean-Pierre Chevènement, ni sur le fond ni sur la forme. Infliger à la Communauté européenne, à ce moment de l'histoire de l'Europe, la crise majeure qu'entraînerait un "non" de la France au nom d'une Europe plus vaste, aujourd'hui mythique, serait une énorme faute politique pour les socialistes. "J'ajoute, enchaîne l'ancien premier secrétaire du PS, un désaccord sur la méthode et les principes. La construction européenne ne relève pas de la clause de conscience. C'est une question politique dont nous débattions déjà les termes à notre convention de Bagnolet, en 1973. Comme toute autre décision politique, elle devrait relever de la règle démocratique, celle de la majorité. Ne plus respecter les décisions majoritaires devient dans notre Parti le nouveau jeu à la mode. Ce sont des jeux qui, à terme, peuvent détruire une formation politique." Lionel Jospin achève son intervention en insistant sur les exigences de demain, notamment la République ("Il est temps de restaurer la chose publique, la responsabilité de chacun, la vertu de la citoyenneté") et sur l'identité socialiste à redéfinir et à affirmer.

Jean-Pierre Chevènement

Le député-maire de Belfort ouvre sur un sombre état des lieux : "Augmentation du chômage, paupérisation de l'Etat, crise des politiques publiques, érosion de la protection sociale : partout, les régressions font recette. L'URSS avait occulté pendant soixante-dix ans le sens de l'aventure humaine. Sommes-nous, nous socialistes, assez forts pour en inventer une autre ?" Pour le dirigeant de Socialisme et République, le PS ne s'en donne pas les moyens : "Nous avons lassé la patience de ceux, ouvriers, employés, petits salariés, qui croyaient en nous et ne nous avaient pas confié le soin de restaurer la profitabilité des entreprises, sans plus." Emblème de cette dérive, pour le maire de Belfort, le traité de Maastricht "conversion définitive au libéralisme."

L'ancien ministre de la Défense s'inscrit résolument contre le programme du PS : "La théorie de la parenthèse libérale est rangée par Michel Charzat au magasin des accessoires, le programme passe-partout ouvre la voie à l'alliance à droite." Charge aussi contre le gouvernement. Jean-Pierre Chevènement s'inquiète notamment de la reconnaissance de l'enseignement privé.

Soulignant que "le socialisme, c'est la critique du capitalisme", il appelle à une "refondation de la gauche tout entière. Rendez-vous dans un an", lance-t-il.

Jean-Marie Bockel

Ne mettons pas la charrue avant les bœufs, demande le maire de Mulhouse : faisons connaître notre projet avant de parler d'alliances, notamment avec les écologistes, et faisons l'effort intellectuel d'intégrer l'écologie comme dimension nouvelle du socialisme. A travers le respect de l'environnement et une politique de la ville peut s'exprimer un nouveau civisme, constitutif d'une réelle démocratie participative.

Michel Rocard



L'ancien premier ministre s'est interrogé sur les réponses que les socialistes ont formulées pour faire face aux changements accélérés du monde : "Nous les croyons adaptées à la réalité de notre pays et au défi de notre temps. Mais regardons la réalité, même si elle est dure et désagréable. Quelle raison un jeune homme ou une jeune fille de vingt ans aurait-il de voter pour nous ?" Répudiant l'autoflagellation et la politique de l'autruche, Michel Rocard fait le constat de la vision peu amène et injuste que peut avoir un jeune, qui n'a pratiquement connu que les socialistes au pouvoir :

> **IL FAUT RETROUVER LE GOUT DE L'ACTION SUR LE TERRAIN ET LA FRATERNITE**

"comme des responsables gouvernementaux durablement installés au pouvoir et passablement usés par lui." Scepticisme sur la politique, crainte devant le chômage, climat entretenu des affaires. Et pourtant, "nous avons des réponses à proposer." Sur le sujet principal qui est le chômage, "nous ne pouvons plus nous en tenir à l'appel à la croissance la plus élevée possible. Pour diminuer significativement le chômage, il faudrait créer au moins 300.000 emplois par an pendant dix ans. Et voilà deux décennies que les gouvernements successifs n'y parviennent pas." Pour l'ancien premier ministre, l'unique variable sur laquelle nous pouvons agir, c'est la durée du travail. Il fait remarquer que, si nos voisins allemands ont créé plus d'emplois depuis dix ans, "c'est parce qu'ils ont affecté les gains de productivité davantage à la création d'emplois qu'à l'augmentation des salaires."
Michel Rocard a également abordé la question des alliances. Pour lui, la meilleure alliance est choisie et non subie, elle repose sur des principes clairs et un calendrier. "Trois thèmes constituent les clivages principaux et, donc, les critères d'alliance : l'Europe, la solidarité et le rôle de l'Etat." Sur ces trois points, Rocard voit des rapprochements possibles avec "ce que le mouvement écologiste compte de tenants du réalisme, ce que le mouvement centriste compte de fidèles d'une tradition sociale, ce que le mouvement communiste compte de véritables rénovateurs." Mais "la question de la recomposition ne sera tranchée, quel qu'en soit le sens, qu'à l'occasion de la prochaine présidentielle."



Henri Emmanuelli

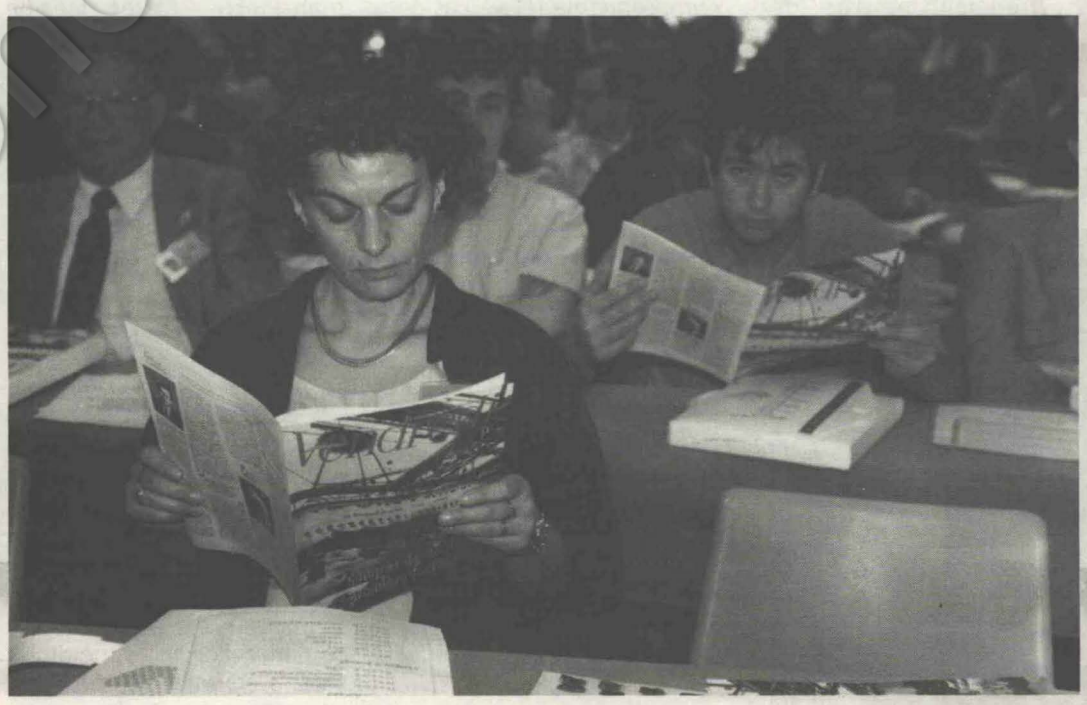
Ovationné par les congressistes, Henri Emmanuelli s'exprime sur la pré-inculpation hypothétique dont il est l'objet pour souligner qu'il n'a toujours pas reçu de convocation du juge. Il rappelle que le PS a rendu public ses mécanismes de financement et s'interroge : "Pourquoi cet acharnement, cette partialité, cette volonté de discréditer les socialistes ? Et comment ne serions-nous pas fondés, dans ces conditions, à nous interroger sur les motivations réelles de ceux qui, sous prétexte d'un travail honnête, mènent de concert cette curieuse entreprise ? Et cela d'autant plus que nous sommes justement ceux qui avons pris les mesures nécessaires pour que cet état de non-droit cesse. (...) Il s'agit bel et bien d'un procès politique, nul ne peut en douter. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait de surcroît une cible de choix pour faire mouche sur l'opinion. Et c'est ici qu'intervient ma modeste personne. "Pré-inculper" par voie de presse un ancien trésorier du Parti socialiste ès qualité, c'est une manière de pré-inculper le PS, personne morale que le Code pénal ne permet pas d'inculper en tant que telle. C'est inculper tout un parti, son présent, son passé, ses dirigeants et ses militants. C'est le but recherché depuis le début de cette lamentable histoire. (...) J'ajoute que, de surcroît, cet ancien trésorier est aussi président de l'Assemblée nationale : c'est l'idéal, en somme." Souhaitant défendre son honneur, Henri Emmanuelli a demandé au Garde des Sceaux de faire procéder sans délai à une enquête préliminaire sur son patrimoine et sa situation professionnelle.

> **POURQUOI CET ACHARNEMENT A DISCREDITER LES SOCIALISTES ?**

Il n'a pas l'intention de démissionner de ses mandats politiques "au nom d'un amalgame douteux" et, pensant à tous ceux qui ne bénéficient pas des mêmes privilèges que lui, il souhaite que le congrès inscrive dans son programme la nécessité et l'urgence de réformer le Code pénal relatif à l'instruction.

FEMMES

Hier, sous l'impulsion d'Yvette Roudy, soixante congressistes, réunies en commission, ont décidé la fondation de l'Assemblée des femmes, qui aura notamment pour vocation de militer pour une réelle parité entre hommes et femmes au sein de la société. Comme dans de nombreux partis sociaux-démocrates, cette organisation militera pour la promotion des femmes dans les responsabilités politiques.



L'Avenir Graphique - Torcy